

Unité départementale d'Eure-et-Loir  
15 Place de la République  
28019 CHARTRES

Chartres, le 22 septembre 2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 01/09/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SCAEL**

3 Avenue Victor Hugo  
28000 Chartres

Références : 377/RAPVI/AB/IC230466 – VAT20230511  
Code AIOT : 0010000377

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 01/09/2023 dans l'établissement SCAEL implanté Les Malbrosses 28110 Lucé. L'inspection a été annoncée le 29/08/2023. Cette partie "Contexte et constats" est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Inspection diligentée suite à l'incendie du 28 août 2023.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SCAEL
- Malbrosses 28110 Lucé
- Code AIOT : 0010000377
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'établissement SCAEL situé à Lucé est un complexe céréalier soumis au régime de l'autorisation au

titre de la rubrique 2160.

L'établissement est actuellement en cours de cessation totale d'activité.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- Mise en sécurité du site.

Au vu de la situation, les suites données à l'inspection du 23/04/2021 n'ont pas été traitées lors de cette visite.

Il est néanmoins relevé que le local bureau qui a été incendié est éloigné des terres contaminées à l'amiante (évoquées lors de la dernière inspection). Par ailleurs, les traverses de chemin de fer constatées lors de la dernière inspection ne sont plus présentes.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de

statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du Code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Mise en sécurité du site	Code de l'environnement du 04/09/2023, article R. 512-39-1	/	<b>Mesures d'urgence</b>  <b>Mise en demeure, respect de prescription</b>	<b>1 jour</b> pour la sécurisation, <b>et 7 jours</b> pour les justifications des mesures prises  <b>1 mois</b>

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Leur synthèse est la suivante :

## 2-4) Fiches de constats

<b>N° 1 : Mise en sécurité du site</b>
<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 04/09/2023, article R. 512-39-1
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Mise à l'arrêt définitif et remise en l'état
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée:</b></p> <p><b><u>Article R. 512-39-1 du code de l'environnement :</u></b></p> <p>I.-Lorsqu'il initie une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Ce délai est porté à six mois dans le cas des installations visées à l'article R. 512-35. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</p> <p>II.-La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, <b>pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</b> [...]</p> <p><b><u>Article R 512-75-1 du code de l'environnement :</u></b></p> <p>I.-La cessation d'activité est un ensemble d'opérations administratives et techniques effectuées par l'exploitant d'une ou plusieurs installations classées pour la protection de l'environnement afin de continuer à garantir les intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, lorsqu'il n'exerce plus les activités justifiant le classement de ces installations au titre de la nomenclature définie à l'article R. 511-9 sur une ou plusieurs parties d'un même site.</p> <p>La cessation d'activité se compose des opérations suivantes :</p> <p>1° La mise à l'arrêt définitif ;</p> <p><b>2° La mise en sécurité ;</b></p> <p>3° Si nécessaire, la détermination du ou des usages futurs selon les modalités prévues aux articles R. 512-39-2, R. 512-46-26 et R. 512-66-1 ;</p> <p>4° La réhabilitation ou remise en état. [...]</p> <p>IV.-La mise en sécurité comporte notamment, pour la ou les installations concernées par la cessation d'activité, les mesures suivantes :</p> <p>1° L'évacuation des produits dangereux et, pour les installations autres que les installations de stockage de déchets, la gestion des déchets présents ;</p> <p><b>2° Des interdictions ou limitations d'accès ;</b></p> <p><b>3° La suppression des risques d'incendie</b> et d'explosion ;</p> <p>4° La surveillance des effets de l'installation sur son environnement, tenant compte d'un diagnostic proportionné aux enjeux.</p> <p>En tant que de besoin, les opérations engagées dans le cadre de la mise en sécurité s'accompagnent de mesures de gestion temporaires ou de restrictions d'usage temporaires.</p> <p>V.-En outre, l'exploitant doit placer le site dans un état tel qu'il ne puisse porter atteinte aux intérêts mentionnés à l'article L. 511-1 et, le cas échéant, à l'article L. 211-1, sur les terrains voisins</p>

de ceux concernés par la cessation d'activité. [...]

**Constats : L'inspection des installations classées a constaté que l'ensemble des installations n'est pas efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie** (passages possibles au travers de la clôture dont le grillage est cassé à plusieurs endroits).

Dès lors, une personne étrangère à l'établissement peut avoir libre accès aux installations.

A ce titre, le jour de l'inspection, il a été constaté la présence de très nombreux tags dans différents bâtiments, marquant le passage certain de nombreuses personnes non autorisées sur le site. Le site pourrait être occupé régulièrement.

En outre, lors de l'inspection, il a été constaté que les tampons d'égouts et les plaques d'accès aux souterrains ne sont plus présents, cela créant des trous béants dans le sol et des risques de chutes inhérents.

Le local bureau (à l'origine de l'incendie) est près de fosses et escaliers de manutentions dont les entrées ne sont pas protégées (portes et vitres cassées).

**Type de suites proposées :** Avec suites

**Proposition de suites :** Mise en demeure, respect de prescription - Mesures d'urgence

**Proposition de délais : 1 mois** – 1 jour pour la sécurisation, 7 jours pour les justifications des mesures prises